

LE 28 MARS, DES MANIFESTATIONS HISTORIQUES LE GOUVERNEMENT DOIT RETIRER LE CPE

**DECLARATION DES ORGANISATIONS
SYNDICALES D'ETUDIANTS,
DE LYCEENS ET DE SALARIES
UNEF, C É, UNL, FIDL, CFDT, CFE CGC,
CFTC, CGT, FO, FSU, Solidaires, UNSA**

**AMPLIFIER LA MOBILISATION :
LE 4 AVRIL
NOUVELLE JOURNEE D'ACTION**

Le succès des arrêts de travail, des grèves et la puissance des manifestations du 28 mars, leur caractère unitaire et intergénérationnel, tout comme la durée du mouvement et son ampleur dans les lycées et universités montrent une mobilisation historique, pour exiger le retrait du CPE et l'ouverture de négociations.

Il est urgent que les plus hautes autorités de l'Etat prennent la mesure de la situation et répondent sans ambiguïté à cette revendication. Pour éviter l'enlisement du pays dans une crise profonde, le gouvernement doit s'y résoudre. L'intersyndicale demande au Président de la République d'utiliser ses prérogatives constitutionnelles pour que le CPE soit retiré.

Les organisations syndicales réitèrent l'exigence de lever l'hypothèque du CPE en le retirant et à partir de là d'engager des négociations immédiates sur l'emploi, la précarité, les modalités d'accès à l'emploi, la formation et l'avenir des jeunes.

Elles appellent les salariés, les étudiants, les lycéens, dès aujourd'hui et tout au long de la semaine à s'appuyer sur la dynamique unitaire, à multiplier les initiatives pour exprimer leur exigence de retrait. Elles les invitent notamment à intervenir auprès de tous les parlementaires.

Les organisations syndicales sont déterminées à amplifier la mobilisation. Elles mettent le gouvernement en garde contre toute tentative de coup de force notamment en direction des étudiants et des lycéens. D'ores et déjà elles décident d'une nouvelle journée d'action interprofessionnelle d'arrêts de travail, de grèves et de manifestations le 4 avril.

Paris le 29 mars 2006

DECLARATION DU SNESUP

**NON A L'AUTORITARISME
ET A L'ENTETEMENT :
POUR REUSSIR
L'ANNEE UNIVERSITAIRE,
LE GOUVERNEMENT N'A RIEN
DE MIEUX A FAIRE
QUE DE RETIRER LE CPE**

Le SNESUP, totalement engagé avec les personnels des établissements d'enseignement supérieur, les étudiants pour le retrait du CPE et contre la précarité, réclame d'urgence avec plus de 50 CA d'universités que le gouvernement entende enfin cette exceptionnelle mobilisation. C'est bien cette voie là qui permettra aux étudiants qui y aspirent légitimement et à leurs familles qui les soutiennent de reprendre et de valider le second semestre de cette année universitaire. Les sommations du Ministre (à l'Assemblée Nationale mardi 28, au moment où près de 3 millions de manifestants défilaient dans toute la France), ses injonctions aux présidents d'université, ne prennent pas la mesure de l'ampleur de la crise.

Le SNESUP appelle le Président de la République et le Premier Ministre à retirer le CPE, condition qui ouvrira aux négociations puis, dans les établissements d'enseignement supérieur, à la reprise des enseignements et examens. C'est ensuite dans les établissements d'enseignement supérieur, après débat dans les instances –CEVU et CA- que les modalités et calendriers d'examens seront arrêtés sans pénaliser les étudiants et sans nuire à la qualité des diplômes. Le SNESUP intervient ce jour en ce sens tant auprès des Ministres que des Présidents d'Université.

Paris, le 29 mars 2006

**Le gouvernement et le ministre de l'éducation semblent choisir la provocation
et envisagent un recours aux forces de police. C'est inacceptable.
Partout, les personnels s'opposeront à la criminalisation des mouvements sociaux.**